



**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
27 novembre 2002
Français
Original: espagnol

**Assemblée générale
Cinquante-septième session
Point 160 de l'ordre du jour
Mesures visant à éliminer le terrorisme international**

**Conseil de sécurité
Cinquante-septième année**

**Lettre datée du 20 novembre 2002, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent de Cuba auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous informer de la situation concernant le détournement d'un aéronef cubain le 11 novembre dernier et de la décision du Gouvernement des États-Unis d'Amérique de libérer les auteurs de cet acte criminel, en violation flagrante des obligations qui lui incombent au titre des accords bilatéraux et des traités internationaux (voir annexe).

Je vous saurais gré de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 160 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Bruno **Rodríguez Parrilla**



**Annexe à la lettre datée du 20 novembre 2002, adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent de Cuba
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Le 11 novembre dernier, a été détourné un aéronef cubain de type AN-2 servant à des travaux de fumigation. Immatriculé CUC-1086, il devait effectuer un vol autorisé de Los Palacios à Pinar del Río.

L'avion a atterri à l'aéroport de Pinar del Río, où un groupe de personnes, dont un enfant, a été illégalement embarqué, puis s'est dirigé vers Cayo Hueso, en Floride.

Dans le but de condamner de la manière la plus énergique possible cet acte répréhensible de piraterie aérienne, le Ministère des relations extérieures de la République de Cuba a adressé à la Section des intérêts des États-Unis à La Havane, dans l'après-midi du 12 novembre, une note diplomatique dans laquelle il a exprimé sa réprobation du détournement et demandé aux autorités américaines de remettre immédiatement à Cuba les auteurs de cet acte criminel, les autres immigrants illégaux qui y ont participé et l'aéronef détourné, propriété de la République de Cuba, et de lui transmettre sans délai toutes les informations dont elles disposeraient concernant cet incident.

Les actions comme celle-ci, qui a mis en danger non seulement la vie des personnes voyageant dans l'avion détourné et des auteurs de l'acte répréhensible mais aussi celle d'un mineur, ne peuvent être entreprises que par des individus sans scrupules, qui enfreignent les normes les plus élémentaires de sécurité de la navigation aérienne internationale et les lois de Cuba et des États-Unis qui pénalisent le détournement d'avions en tant qu'acte terroriste.

La Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs de 1970, à laquelle sont parties les États-Unis et Cuba, érige clairement en infraction terroriste le détournement d'aéronefs.

Que cet acte ait eu lieu seulement quelques jours après les déclarations du Président américain, George W. Bush, n'est pas fortuit : au cours d'une conférence de presse à Washington, celui-ci a défendu l'existence d'une législation « spéciale » en matière d'immigration pour les Cubains, à la différence des immigrants illégaux d'autres pays, que les autorités des États-Unis expulsent de façon violente sans aucune exception.

Reprenant l'argument rabâché ces 43 dernières années, le Président Bush s'est fondé sur la théorie fallacieuse selon laquelle le Gouvernement cubain poursuivait les immigrants illégaux expulsés par les gardes-côtes pour justifier que les États-Unis acceptent le plus grand nombre possible d'immigrants illégaux en provenance de Cuba, dont 90 % font l'objet d'un trafic pratiqué au moyen de canots pirates à partir des États-Unis.

Le fait que le Président des États-Unis lui-même défende un instrument législatif aussi criminel que la loi d'ajustement en faveur des Cubains constitue un puissant encouragement à la perpétration d'actes aussi graves que le détournement d'aéronefs.

Comment peut-on comprendre que le Gouvernement des États-Unis pratique une politique propre à encourager la piraterie aérienne et le détournement d'avions,

avec des conséquences tragiques, à un moment où de grands efforts sont déployés pour assurer la sécurité nationale des États-Unis et protéger ses frontières et la navigation aérienne?

Pour expliquer cette attitude irrationnelle à l'égard de Cuba, il convient peut-être de se rappeler également qu'à l'heure actuelle, en pleine guerre contre le terrorisme, vivent à Miami les auteurs directs d'actes terroristes aussi graves que l'explosion en plein vol d'un avion de Cubana de Aviación en 1976, avec 73 passagers à bord, ainsi que les auteurs d'autres actes terroristes commis contre Cuba.

Dans sa note du 12 novembre, le Ministère des relations extérieures de la République de Cuba a rappelé au Gouvernement des États-Unis que dans les accords sur l'immigration qu'ils ont conclus en septembre 1994, les deux pays ont explicitement réaffirmé leur intérêt commun d'empêcher les départs à risques de Cuba qui mettent en danger des vies humaines, ainsi que l'engagement pris par les États-Unis de mettre fin à la pratique consistant à autoriser l'admission provisoire de tous les immigrants cubains qui arrivent sur le territoire des États-Unis de manière irrégulière et de prendre des mesures efficaces pour empêcher le recours à la violence par toute personne qui tente de se rendre aux États-Unis à partir de Cuba ou qui y parvient en détournant par la force un aéronef ou une embarcation.

Dans la même note du 12 novembre, Cuba a réitéré sa ferme volonté de continuer à honorer, comme elle l'a fait jusqu'à ce jour, les accords sur l'immigration en vigueur et a demandé que le Gouvernement des États-Unis arrête d'appliquer la loi assassine et terroriste d'ajustement en faveur des Cubains et que, en application des accords sur l'immigration conclus par les deux pays, il lui remette immédiatement les auteurs du détournement, les autres immigrants illégaux et l'aéronef détourné.

Malgré la justesse de la requête de Cuba, les autorités des États-Unis, faisant preuve d'un mépris total et de cynisme, ont libéré dans la nuit du vendredi 15 novembre l'auteur du détournement de l'avion cubain et ses sept compagnons, dont certains sont détenus au centre de détention de Krome dans le sud de la Floride depuis le lundi 11 novembre.

Cette nouvelle preuve de la complaisance des autorités américaines à l'égard des auteurs d'actes horribles tels que la piraterie aérienne, dont le seul but est d'alimenter le show politique et les actes terroristes de la mafia anticubaine et de l'extrême droite, constitue une nouvelle étape dans l'escalade des agressions et des mensonges grossiers que le Gouvernement des États-Unis a orchestrés contre notre pays ces dernières semaines.

Alors que plus de 200 Haïtiens ayant débarqué dans un geste désespéré sur les côtes de la Floride quelques semaines auparavant sont refoulés et renvoyés dans leur pays, que des centaines de Mexicains meurent tous les ans en tentant de passer clandestinement la frontière patrouillée qui les sépare de leur voisin du Nord et que le Gouvernement des États-Unis accroît sa répression contre les Arabes et les musulmans résidant sur son territoire, le fait que les autorités de ce pays accueillent les auteurs de détournement d'avions et les autres immigrants illégaux cubains qui arrivent dans ce pays grâce au trafic de personnes pratiqué au moyen de canots pirates à partir de la Floride tient de l'insolence et démontre la duplicité morale et l'irrationalité de la politique du Gouvernement des États-Unis.

Cette nouvelle félonie du Gouvernement des États-Unis n'est qu'une réaction désespérée et insensée face au rejet de la majorité de l'opinion publique américaine de ses actions contre Cuba et à l'isolement international croissant de sa politique anticubaine, comme en témoigne le résultat édifiant du vote à l'Assemblée générale, qui a adopté par 173 voix et pour la onzième fois consécutive une résolution contre le blocus économique, financier et commercial imposé à Cuba par les États-Unis.

La responsabilité de délits comme ce détournement d'avion incombe entièrement au Gouvernement des États-Unis qui maintient en vigueur et applique systématiquement la loi assassine d'ajustement cubain, loi qui en accordant un traitement privilégié et exceptionnel aux Cubains encourage par la propagande l'émigration illégale de Cuba.

Cuba dénonce encore une fois le manque de volonté politique du Gouvernement des États-Unis de négocier avec elle des accords permettant de lutter contre le terrorisme et l'immigration illégale, ce que Cuba n'a cessé de proposer.

Lors d'une manifestation de protestation à laquelle ont pris part plus de 100 000 personnes le lundi 18 novembre à La Havane, le peuple cubain a clairement démontré qu'il condamnait ce nouvel acte commis contre Cuba et qu'il s'opposait fermement à tous les actes de terrorisme, à la piraterie aérienne, à la loi d'ajustement cubain et au blocus contre Cuba.

New York, le 20 novembre 2002